

Bordereau attestant l'exactitude des informations - SOISSONS - 0203 - Actes des sociétés (A) -
Dépôt le 02/12/2024 - 2517 - 2021 B 00361 - 904 077 393 - Aarav

AARAV

Société par Actions Simplifiée

Capital Social 1 Euro

Siège social : 35, Rue du clos des vignes 02400 CHATEAU THIERRY

Siret : 904 077 393 00027

**PROCÈS VERBAL D'ASSEMBLEE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE DU
02/11/2024**

L'an deux mille vingt-quatre

Le 02/11/2024

A 10 heures

Les Associés de la Société SAS AARAV, Société par Actions Simplifiées, se sont réunis auprès du siège sociale de la société, 35, Rue du clos des vignes – 02400 CHATEAU THIERRY en Assemblée Générale Ordinaire.

La convocation e été régulièrement effectuée par la présidence.

Sont présents :

- Madame RAJADURAI Aarthy, en qualité de Présidente, à concurrence de 100 actions en pleine propriété ;

Soit au total 100 actions sociales représentant l'ensemble des actions.

Madame RAJADURAI Aarthy, préside la séance en qualité de Président.

Le président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- Le rapport du président,
- Le texte des résolutions proposées,
- La feuille de présence,

La Présidente indique que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Démission du Président
2. Nomination du Nouveau Président
3. Modification Objet Social
4. Augmentation de Capital Social
5. Cession d'Actions
6. Modification la corrélation des Statuts mise à jour
7. Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités,

Le président ouvre la discussion.

MA Rd¹

Madame RAJADURAI Aarthy expose à l'actionnaire que pour des raisons personnelles il ne peut plus exercer désormais les fonctions d'actionnaire de la société. Il présente sa démission.

Puis, le président déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant plus la parole, le président, après que tous les actionnaires se soient exprimés sur le point ci-dessus, déclare la discussion close et met aux voix les résolutions suivantes à l'ordre du jour :

Première & Deuxième résolution

L'Assemblée Générale prend acte du désir manifesté par Madame RAJADURAI Aarthy de démissionner de ses fonctions de Président à compter de ce jour et le remercie pour les services rendus à la société.

L'assemblée décide de nommer en qualité de Président :

Monsieur MAHALINGAM Ajithkumaran

Demeurant sis 35, Rue du clos des vignes 02400 CHATEAU THIERRY, pour une durée de 99 ans, à compter du 02/11/2024.

Monsieur MAHALINGAM Ajithkumaran, Président, exercera ses fonctions dans le cadre des dispositions légales et statutaires.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité ou à la majorité.

Troisième résolution

Les actionnaires décident de supprimer l'objet social de l'article 2 comme suit : Au commerce de libre-service, d'alimentation générale, épicerie.

Les actionnaires décident d'ajouter l'objet sociale de l'article 2 comme suit :

Le commerce de détail de produits d'alimentation et la vente alcoolisées à emporter

En conséquence de cette modification de l'objet, les actionnaires décident de modifier les articles 2 des statuts comme suit :

Article 2 – OBJET

Sandwicherie, restauration rapide, vente sur place ou à emporter, salon de thé, traiteur

Cette résolution est adoptée à l'unanimité ou à la majorité

Quatrième résolution

L'Actionnaires décide d'augmenter le capital social de 1000 euros, afin de la porter de 1 euro à 1000 euros, par émission de 100 actions nouvelles de 10 euros chacune, numérotées de 1 à 100 inclus.

La collectivité des actionnaires constate :

MA Rd

- Que la somme de 999 euros, correspondant au montant des souscriptions en numéraire a été déposé à la banque QUONTO, sur un compte de la société, ainsi que l'atteste le récépissé de la banque,
- Qu'ainsi les actions nouvelles ont été entièrement souscrites, qu'elles ont été intégralement libérées et que, par suite, l'augmentation de capital est régulièrement et définitivement réalisée.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité ou à la majorité

Cinquième résolution

Le cédant Madame RAJADURAI Aarthy cède et transfert, sous les garanties ordinaires de faits et de droit au cessionnaire Monsieur MAHALINGAM Ajithkumaran qui acceptent, 100 actions de la Société SAS AARAV qui appartiennent sur une totalité de 100 parts sociales dans la société.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité ou à la majorité.

Sixième et Septième résolution

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent Procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit nécessaire suite à la réalisation définitive des cessions intervenues lorsqu'elles seront signifiées à la société et à toute modification statutaire.

Les statuts sont mis à jour.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité ou à la majorité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le président déclare la séance levée.

De tout ce qui a été dit ci-dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par le président de séance et l'actionnaire.

A CHATEAU THIERRY, le 02/11/2024

Fait en 4 exemplaires

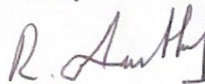
Le Président Entrant

M. MAHALINGAM
Ajithkumaran



Le Président Sortant

Mme. RAJADURAI
Aarthy



MA³ R dt.

STATUTS MISE À JOUR AU 02 NOVEMBRE 2024

AARAV

Société par Actions Simplifiée

Au capital de 1.000 euros

Siège social :

35, Rue du Clos des vignes – 02400 CHATEAU THIERRY

MA

ENTRE LES SOUSSIGNES

1. **Monsieur MAHALINGAM Ajithkumaran**, né le 05/03/1987 à Jaffna (SRI LANKA), de Nationalité Sri Lankaise, demeurant 35, Rue du Clos des vignes – 02400 CHATEAU THIERRY

Il est formé par les présentes une société par actions simplifiée qui sera régie par les présents statuts ainsi que par les articles L. 227-1 à L. 227-19 et L.244-1 à L. 244-6 du Code de Commerce.

Ont décidé de constituer une société par actions simplifiée et a adopté les statuts établis ci-après.

TITRE I

FORME – OBJET – DENOMINATION – SIEGE SOCIAL – DUREE

Article 1 – FORME

La société est une société par actions simplifiée régie par les dispositions légales applicables à cette forme sociale, notamment par celles de la loi n° 99-587 du 12 juillet 1999 modifiée, et par toutes autres dispositions légales et réglementaires en vigueur ainsi que par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la forme avec un ou plusieurs associés. Elle ne peut faire publiquement appel à l'épargne.

Article 2 – OBJET

La société a pour objet : **Sandwicherie, restauration rapide, vente sur place ou à emporter, salon de thé, traiteur** ainsi que la participation directe ou indirecte dans toutes les opérations susceptibles de favoriser le développement des affaires sociales sous quelque forme que ce soit, création de Société nouvelle, apport, souscription ou achat de titres et droits sociaux.

Le tout directement ou indirectement, pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule, soit avec des tiers, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de commandite, de souscription, d'achat de titres, de droits sociaux ou de fonds de commerce, de fusion, d'alliance, de société en participation ou autrement.

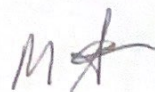
Et généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, civiles, immobilières ou mobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptible d'en faciliter la réalisation.

Article 3 – DENOMINATION SOCIALE

La société a pour dénomination sociale : **AARAV**

La société a pour nom commercial : **AARAV**

Tous actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « Société par actions simplifiée » ou des initiales et de l'énonciation du montant du capital social.



Article 4 – SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : **35, Rue du clos des vignes – 02400 CHÂTEAU THIERRY.**

Il peut être transféré en tout endroit par simple décision du Président.

Article 5 – DUREE

La durée de la société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

La décision de prorogation de la société est prise par décision collective des associés.

TITRE II

APPORTS – CAPITAL SOCIAL – FORME DES ACTIONS DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHEES AUX ACTIONS TRANSMISSION DES ACTIONS

Article 6 – APPORTS

6.1 Apports en numéraire

- **Monsieur MAHALINGAM Ajithkumaran** apporte à la société, la somme de **1000 Euros**

Suivant les termes de l'article L.225-3 du Code de commerce (sur renvoi de l'article L.225-12), il est permis aux associés de libérer partiellement leurs apports en numéraire lors de la création à au moins la moitié du montant souscrit.

La libération du solde devra intervenir en une ou plusieurs fois, au plus tard dans les cinq ans de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

En outre, le capital social devra avoir été intégralement libéré avant toute souscription de nouvelles actions à libérer en numéraire. Aussi, avant de procéder à une augmentation du capital, les associés devront préalablement avoir intégralement libéré le montant de leur souscription.

Le montant total des apports en numéraire s'enlève à **1 000 Euros**, lesquels seront déposés en totalité sur un compte bancaire ouvert au nom de la société en formation dans un établissement bancaire.

6.2 Apports en nature

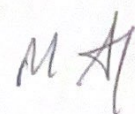
Pas d'apport en nature.

6.3 Total des apports

Le montant total des apports au jour de la signature des présents statuts est de 1 000 Euros, représentant la totalité du capital en numéraire.

Article 7 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme totale de **MILLE EUROS**, lequel est divisé en **CENT** actions d'une valeur nominale de **DIX EUROS** chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 à 100 et réparties de la manière suivante :



- Monsieur MAHALINGAM Ajithkumaran 100 actions numérotées de 1 à 100

TOTAL : 100 ACTIONS

TOTAL EGAL AU NOMBRE DE PARIS COMPOSANT LE CAPITAL SOCIAL
SOIT CENT ACTIONS.

Article 8 – MODIFICATIONS DU CAPITAL

8.1 Augmentation du capital social

Le capital social est augmenté par tous moyens et selon toutes modalités par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés, sur rapport du Président de la société.

Les associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles aux associés, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission, appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

Si l'augmentation de capital est réalisée par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, de fusion ou d'apport, l'Assemblée Générale statue aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les Assemblées Générales Ordinaires.

L'Assemblée Générale peut déléguer au Président de la société les pouvoirs nécessaires à la réalisation de l'augmentation de capital.

8.2 Réduction du capital social

La réduction du capital est autorisée ou décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire qui peut déléguer au Président tous pouvoirs pour la réaliser. En aucun cas, elle ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal à ce montant minimum, sauf transformation de la société en société d'une autre forme.

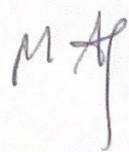
En cas d'observation de ces dispositions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société.

Article 9 – FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes et registre tenus à cet effet par la société.

Une attestation d'inscription en compte est délivrée par la société à tout associé qui en fait la demande.



Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Article 10 – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Les droits et obligations attaches à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, le ou les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du regroupement et éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

Le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier. Le nu-propriétaire a le droit de participer à toutes les décisions collectives.

Article 11 – TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions sont librement négociables. Leur transmission s'opère à l'égard de la société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement dénommé « registre des mouvements ».

La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement des réception de l'ordre de mouvement et, au plus tard dans les huit jours qui suivent celle-ci.

L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la société, est signé par le cédant ou son mandataire.

Article 12 – CESSION DES ACTIONS

12.1 Clause d'agrément

1. Les actions de la société sont librement cessibles entre associés ainsi qu'aux conjoints, ascendants ou descendants.

2. La cession à un tiers, autre qu'associé, conjoint, descendant ou ascendant, est soumise à l'agrément préalable de la société.

La demande d'agrément doit être notifiée au président par lettre recommandée avec accusé réception.

Elle indique le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de cession, l'identité de l'acquéreur s'il s'agit d'une personne physique et s'il s'agit d'une personne morale les informations suivantes : dénomination, forme, siège social ; numéro RCS, identité des dirigeants, montant et répartition du capital.

Le président notifie cette demande d'agrément aux associés.

3. L'agrément résulte soit d'une décision émanant de l'assemblée générale ordinaire, soit du défaut de réponse dans le délai de trente jours.

4. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

1. a) En cas d'agrément, la cession projetée est réalisée par l'associé cédant aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions au profit du cessionnaire agréé doit être réalisé dans les trente jours de la notification de la décision d'agrément ; à défaut de réalisation du transfert des actions dans ce délai, l'agrément sera caduc.
2. b) En cas de refus d'agrément, la société doit dans un délai de trente jours à compter de la décision de refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les actions de l'associé cédant soit par des associés, soit par des tiers.

Lorsque la société procède au rachat des actions de l'associé cédant, elle est tenue dans les trois mois de ce rachat de les céder ou de les annuler, avec l'accord du cédant, au moyen d'une réduction de son capital social.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la société est fixé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord sur ce prix, celui-ci est déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil.

12.2 Clause de préemption

Toute cession ou transfert de propriété d'actions, même être associés, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, alors même que la cession aurait lieu par voie d'adjudication publique sur le fondement d'un titre exécutoire, est soumise au droit de préemption des autres associés dans les conditions ci-après.

Il en est de même en cas d'apport en société, en cas d'apport partiel d'actif, de fusion ou de scission, de transmission universelle de patrimoine de l'article 1844-5 alinéa 3 du Code civil, de cession de droits d'attribution ou de souscription à une augmentation de capital ou de renonciation au droit de souscription.

Le cédant notifie au Président et à chacun des associés le projet de cession, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, indiquant, pour un cessionnaire personne physique, ses nom, prénom, date et lieu de naissance, et adresse, et pour un cessionnaire personne morale sa dénomination sociale, sa forme, le montant de son capital, le siège et le RCS, la composition de son actionnariat, le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix offert et les conditions de la cession.

Chaque associé bénéficie d'un droit de préemption sur les actions dont la cession est envisagée.

Il exerce ce droit par voie de notification, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, au cédant et au Président au plus tard dans les trente jours de la notification émanant du cédant en précisant le nombre d'actions qu'il souhaite acquérir.

Lorsque le nombre total des actions que les associés ont déclaré vouloir acquérir est supérieur au nombre d'actions dont la cession est projetée, et faute d'accord entre eux sur la répartition desdites actions dans le délai de trente jours, les actions concernées sont réparties entre eux par le

MA

Président au prorata de leur participation dans le capital social, avec répartition des restes à la plus forte moyenne, mais dans la limite de leur demande.

Si, dans une cession, le droit de préemption des associés n'absorbe pas la totalité des actions dont la cession est projetée, la Société peut, en vertu d'un droit de préemption subsidiaire, acquérir les actions concernées non préemptées. Elle dispose, à cette fin, d'un délai complémentaire de trente jours.

Lorsque les actions sont rachetées par la Société, celle-ci est tenue de les céder dans un délai de trois mois ou de les annuler. À défaut d'exercice de ce droit de préemption subsidiaire, les actionnaires ne peuvent plus exercer leur droit de préemption. L'actionnaire cédant peut donc céder ses actions, sans qu'une clause d'agrément lui soit opposée.

12.3 Clause d'agrément de nantissement

Tout projet de nantissement d'actions, au profit d'un tiers ou à un associé, doit préalablement être agréé dans les conditions ci-après.

Le projet de nantissement est notifié au Président par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Il contient l'indication des nom, prénoms et adresse du créancier nanti, le nombre des actions dont le nantissement est envisagé et le montant de la créance garantie ou, à défaut, les éléments permettant d'assurer l'identification de cette créance.

Dans un délai de trente jours à partir de la notification, le Président convoque les associés pour qu'ils délibèrent sur le projet de nantissement des actions.

La décision de la société, qui n'a pas à être motivée, est notifiée par le Président au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remise contre décharge manuscrite.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trente jours à compter de la notification du projet de cession au Président, l'agrément du nantissement est réputé acquis. L'agrément du créancier nanti ou de l'adjudicataire des actions nanties, en cas d'attribution judiciaire ou de vente forcée, est alors automatique.

Si la société a refusé d'agréer le projet de nantissement, les associés n'ont aucune obligation d'acquiescer ou de faire acquiescer les actions dont le nantissement est envisagé. De même, la société n'a pas à racheter, en vue de les annuler, les actions dont le nantissement est envisagé.

Ce délai de trente jours peut être prolongé une seule fois, à la demande du Président de la société, par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant sur requête.

En cas de nantissement des actions du Président, les fonctions qui lui sont dévolues en matière d'agrément sont exercées par l'associé le plus âgé, et si le Président est l'associé le plus âgé, par le second associé le plus âgé.

MA

TITRE III
ADMINISTRATION DE LA SOCIETE – CONTROLE – CONVENTIONS
REGLEMENTEES

Article 13 – PRESIDENT DE LA SOCIETE

La société est représentée, dirigée et administrée par un président, personne morale ou physique, associé ou non de la société.

Le premier Président nommé est : Monsieur Ajithkumaran MAHALINGAM.

Au cours de la vie sociale, le président est nommé par décision collective des associés.

Le président est nommé sans limitation de durée. Il peut démissionner de ses fonctions à charge pour lui d'en prévenir les associés trois mois au moins à l'avance.

Le président est révocable à tout moment par décision des associés statuant en assemblée générale ordinaire.

La rémunération du président est fixée par décision collective des associés.

Le président dirige la société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toutes circonstances au nom de la société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par la loi et les présents statuts.

Le président est autorisé à consentir des subdélégations ou substitutions de pouvoirs pour une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées.

Article 14 – AUTRES DIRIGEANTS

Sur la proposition du Président, l'Assemblée Générale Ordinaire des associés peut nommer un ou plusieurs autres dirigeants, personnes physiques ou morales auxquelles peut être conféré le titre de Directeur Général.

Les dirigeants sont révocables à tout moment par l'Assemblée Générale Ordinaire des associés, sur proposition du Président ; en cas de démission ou de révocation de celui-ci, ils conservent leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président.

En accord avec le Président, l'Assemblée Générale Ordinaire des associés détermine l'étendue et la durée des pouvoirs des dirigeants.

Article 15 – CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET LES DIRIGEANTS

Le Commissaire aux Comptes présente aux associés un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société, le Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 5% ou, s'il s'agit d'une société associée la société la contrôlant, à l'exception des conventions portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales et qui sont cependant communiquées au Commissaire aux comptes et à tout associé, sur sa demande. Les associés statuent sur ce rapport

MA

lors de la décision collective statuant sur les comptes, l'intéressé ne peut prendre part au vote et ses actions ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le Président et les autres dirigeants, d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

Les interdictions prévues à l'article L 225-43 du Code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux dirigeants.

TITRE IV DECISIONS COLLECTIVES

Article 16 - FORME DES DECISIONS

Les décisions des associés sont, au choix du Président, prises en Assemblée Générale ou résultent du consentement des associés exprimé dans un acte sous seing privé signé par tous les associés. Elles peuvent également faire l'objet d'une consultation écrite, par conférence-télé, par conférence sur internet, par vidéo-conférence ou par la signature d'un acte ssp des associés.

Toutefois devront être obligatoirement prises en Assemblée toutes décisions nécessitant l'intervention du Commissaire aux comptes ou d'un Commissaire aux apports.

Les délibérations des Assemblées Générales obligent tous les associés, même absents.

Article 17 – CONVOCATION ET REUNION DES ASSEMBLEES GENERALES

Les Assemblées Générales sont convoquées soit par le Président, soit par le Directeur Général, soit par un mandataire désigné par le Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande d'un ou plusieurs associés réunissant 10% au moins du capital.

Elles peuvent également être convoquées par le Commissaire aux Comptes.

Pendant la période de liquidation, les Assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs. Les Assemblées Générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation.

La convocation est faite huit jours avant la date de l'Assemblée soit par lettre simple adressée à chaque associé et au Commissaire aux Comptes, soit par fax ou courrier électronique.

Lorsqu'une Assemblée n'a pu régulièrement délibérer, faute de réunir le quorum requis, la deuxième Assemblée et, le cas échéant, la deuxième Assemblée prorogée, sont convoquées dans les mêmes formes que la première et l'avis de convocation rappelle la date de la première et reproduit son ordre du jour.

Article 18 – ORDRE DU JOUR

1. L'ordre du jour des Assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.

2. Un ou plusieurs associés, représentant au moins la quotité du capital social requise et agissant dans les conditions et délais fixés par la loi, ont la faculté de requérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée de projets de résolutions.

MA

3. L'Assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation. Elle peut toutefois, en toutes circonstances, révoquer le Président, un ou plusieurs dirigeants et procéder à leur remplacement.

Article 19 – ADMISSION AUX ASSEMBLEES - POUVOIRS

1. Tout associé a le droit de participer aux Assemblées Générales et aux délibérations personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre de ses actions, sur simple justification de son identité, des lors que ses titres sont inscrits en compte à son nom.
2. Un associé ne peut se faire représenter que par un autre associé justifiant d'un mandat.

Article 20 – TENUE DE L'ASSEMBLEE – BUREAU – PROCES-VERBAUX

1. Une feuille de présence est emmargée par les associés présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire.

2. Les Assemblées sont présidées par le Président ou, en son absence, par un dirigeant spécialement délégué à cet effet par l'Assemblée.

En cas de convocation par mandataire de justice, l'Assemblée est présidée par l'auteur de la convocation. A défaut, l'Assemblée élit elle-même son Président.

3. Les délibérations des Assemblées sont constatées par des procès-verbaux signés par le Président et établis sur un registre spécial.

Article 21 – QUORUM -VOTE

1. Le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social, le tout déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions de la loi ou des présents statuts.
2. Chaque action donne droit à une voix.
3. Le vote s'exprime à main levée, ou par appel nominal, ou au scrutin secret, selon ce qu'en décide le bureau de l'Assemblée ou les associés.

Article 22 – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'Assemblée Générale Ordinaire prend toutes décisions qui n'ont pas pour objet de modifier les statuts.

L'Assemblée Générale Ordinaire est réunie au moins une fois l'an, dans les six mois de la clôture de l'exercice social, pour statuer sur les comptes de cet exercice, sous réserve de prolongation de ce délai par décision de justice.

Elle ne délibère valablement sur première convocation que si les associés présents ou représentés possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote.

Aucun quorum n'est requis sur deuxième convocation. Elle statue à la majorité des voix dont disposent les associés présents ou représentés.

MA

Article 23 – ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

L'Assemblée Générale Extraordinaire peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions et décider notamment la transformation de la société en société d'une autre forme, civile ou commerciale. Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des associés, sous réserves des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

L'assemblée Générale Extraordinaire ne peut délibérer valablement que si les associés présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, un tiers des actions et, sur deuxième convocation, un quart des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce quorum, la deuxième Assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

L'Assemblée Générale Extraordinaire statue à la majorité des deux-tiers de voix dont disposent les associés présents ou représentés.

En outre, toutes décisions visant à augmenter les engagements des associés ne peuvent être prises sans le consentement unanime de ceux-ci.

Article 24 - DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES

Tout associé a le droit d'obtenir, avant toute consultation, communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion et le contrôle de la société.

TITRE V

EXERCICE SOCIAL – COMPTES SOCIAUX AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Article 25 – EXERCICE SOCIAL

L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Pour le premier exercice, par exception, il commencera à la date de signature des présents statuts et se terminera le 31 décembre 2022.

Article 26 – COMPTES SOCIAUX

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément à la loi et usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date, conformément aux dispositions légales et réglementaires.

Il établit les comptes annuels, ainsi que le cas échéant les comptes consolidés et un rapport sur la gestion du groupe exposant la situation de la société durant l'exercice écoulé, l'évolution prévisible de cette situation, les événements importants intervenus entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement du rapport, les activités en matière de recherche et de développement ainsi que toutes autres mentions que la loi rend obligatoires.

MA

Article 27 – AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la société, ainsi que tous amortissements et provisions, constituent le bénéfice.

Il est fait, sur ce bénéfice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, un prélèvement de 5 % au moins, affecté à la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et des statuts, et augmenté des reports bénéficiaires.

Il peut être décidé d'affecter en totalité ou en partie les sommes distribuables aux réserves ou au report à nouveau.

TITRE VI

CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS À LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL –

TRANSFORMATION – DISSOLUTION – LIQUIDATION

CONTESTATIONS

Article 28 – CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS À LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer une assemblée générale à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société ou à continuation d'activité.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit entrer, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision doit faire l'objet des formalités de publicité requises par les dispositions réglementaires applicables.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 29 – TRANSFORMATION

La Société peut se transformer en Société d'une autre forme, selon les dispositions légales applicables.

MA

Article 30 – DISSOLUTION – LIQUIDATION

La société est dissoute à l'arrivée du terme statutaire, sauf prorogation régulière, et en cas de survenance d'une cause légale de dissolution, ou suite à une décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Le boni de liquidation est reparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs actions.

Article 31 – CONTESTATIONS

Toutes les contestations relatives aux affaires sociales susceptibles de surgir pendant la durée de la société ou de sa liquidation, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des Tribunaux dans les conditions du droit commun.

Article 32 - ACTES ACCOMPLIS AU NOM DE LA SOCIETE EN FORMATION

Est annexé aux présents statuts, l'état des actes accomplis à ce jour précisant pour chacun eux les engagements qui en résulteront pour la société.

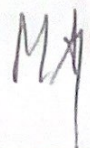
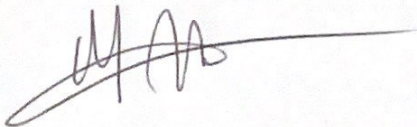
Lesdits actes, dont les associés déclarent avoir pris connaissance, seront repris automatiquement par la société dès son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Article 33 - FORMALITES ET POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés au Président aux fins d'accomplir les formalités de publicité corrélatives à la constitution de la société notamment celles nécessaires à l'acquisition de la personnalité morale.

Fait à Château Thierry, en deux exemplaires originaux de quatorze pages, le 02/11/2024

Monsieur Ajithkumaran MAHALINGAM

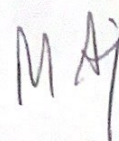
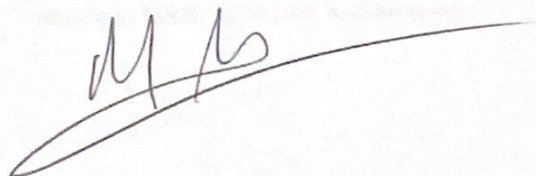


ANNEXE 1

ACTES ACCOMPLIS AU NOM DE LA SOCIETE EN FORMATION

Préalablement à la signature des Statuts, les actes suivants ont été accomplis pour le compte de la Société en formation :

CO- CONTRACTANT	OBJET DE L'ENGAGEMENT	_____
		PORTEE DE L'ENGAGEMENT
Banque	Ouverture d'un compte bancaire	L'ouverture de ce compte a pour objet le dépôt des fonds destinés à la libération du capital social



ANNEXE 2
LISTE DES SOUSCRIPTEURS

AARAV
Société par Actions Simplifiée
Au capital de 1.000 euros
Siege social :
35, Rue du Clos des vignes – 02400 CHÂTEAU THIERRY

NOMS & ADRESSES	APPORT	MONTANT LIBÉRÉS	NOMBRE d'ACTIONS RECUES
Monsieur Ajithkumaran MAHALINGAM 35, Rue du clos des vignes 02400 CHATEAU THIERRY	1 000 €	1 000 €	100

Certifié exacte par le Président Le 02/11/2024

Monsieur MAHALINGAM Ajithkumaran

